

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT  
SAVOIECOMMUNE DE  
VIVIERS DU LAC**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

| Nombre de Conseillers |    |
|-----------------------|----|
| En exercice           | 17 |
| Présents              | 15 |
| Absents               | 2  |
| Pouvoirs              | 1  |
| Votants               | 16 |
| Pour                  | 16 |
| Contre                | -  |
| Abstentions           | -  |
| Exclus                | -  |

Date de convocation :  
5 décembre 2023Date d'affichage :  
5 décembre 2023**Délibération D2023\_076  
Nomination d'un délégué  
à la protection des  
données**Le secrétaire de  
séance,

M. BELLOT

Le Maire

Robert AGUETTAZ

Le lundi 11 décembre à 19 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Robert AGUETTAZ.

**Étaient présents :** M. AGUETTAZ Robert, M. ANDREYS Stéphane, Mme ANDUGAR Sandrine, M. BELLOT Julien, M. CARON Bernard, M. CHEVALLIER Christophe, Mme GINET Jane, M. GRENARD Michel, Mme LAPLANCHE Delphine, Mme MARTINEZ Nathalie, Mme MERLIER Séverine, Mme MONANGE Myriam, M. ROBERT Alain, Mme SCAPOLAN Martine, Mme THUILLIER Marlène.

**Pouvoir :** Mme SPIRITO donne pouvoir à Mme ANDUGAR

**Absent :** Monsieur PLUCHE.

**Secrétaire de séance :** M. Julien BELLOT a été désigné secrétaire de séance.

Le maire expose à l'assemblée le projet d'adhésion au service de mise en conformité avec la réglementation européenne « RGPD » (Règlement Général sur la Protection des Données), proposé par AGATE, Agence Alpine des Territoires.

Le règlement européen 2016/679 dit « RGPD » est entré en vigueur le 25 mai 2018. Il apporte une série de nombreuses modifications en matière de sécurité des données à caractère personnel et rend obligatoire leur application.

Les collectivités publiques doivent désormais s'assurer de leur conformité à cette nouvelle réglementation.

Parmi ces obligations, elles doivent notamment désigner un Délégué à la Protection des Données et établir un registre de leur traitement.

Dans le cadre de l'offre de service D.P.D. d'AGATE à laquelle la collectivité a souscrit, et au regard des nouvelles obligations légales imposées et de l'inadéquation potentielle entre les moyens dont la collectivité dispose et lesdites obligations de mise en conformité, la proposition de cette mission avec AGATE présente un intérêt certain.

Monsieur le maire propose aux membres du conseil municipal de désigner l'agence A

GATE territoires comme étant le D.P.D. de la collectivité.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **DECIDE** de désigner l'agence AGATE territoires en qualité de « Délégué à la Protection des Données » de la collectivité.